



Les débats économiques

La problématique de la croissance au Maroc

Vendredi 5 Janvier 2007 à 18H

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Salle des Actes

Participants : Nouredine El Aoufi (modérateur), Karim El Aynaoui, Mohamed Said Saadi, Rédouane Taouil (intervenants), Mohamed Bouslikhane (synthèse)

Les termes du débat

La croissance économique au Maroc est caractérisée sur la longue période par son atonie et sa volatilité. Au-delà du constat factuel, il y a lieu de s'interroger sur les facteurs explicatifs d'un tel comportement stochastique et aléatoire.

Outre l'explication de type *naturaliste* s'en tenant aux facteurs exogènes (les aléas climatiques, la pression démographique, etc.), il est deux approches différentes, voire divergentes qui méritent d'être soumises au débat :

(i) Partant d'un exercice de régression et de benchmarking avec des pays

comparables, une première approche tente de percer l' « énigme » de la croissance en privilégiant les facteurs liés à la rigidité de l'offre et aux faibles niveaux enregistrés, à long terme, par la productivité globale des facteurs, en particulier par la productivité de la main-d'œuvre. Dans la même optique, on met l'accent sur les défauts de la politique économique et du marché contribuant à limiter l'évolution de

l'économie vers un sentier de croissance avec un niveau d'investissement suffisant, une meilleure dynamique entrepreneuriale et une propension à innover plus élevée.

Se référant aux résultats empiriques des travaux en termes d'« accélération de la croissance », cette approche semble suggérer un recentrage de la libéralisation sur les lieux de focalisation des contraintes à la dynamique de croissance (faible rendement économique, défaut de gouvernance, échec des marchés, diversification productive limitée, coûts financiers élevés, etc.).

(ii) La seconde approche, *structuraliste* et *institutionnaliste*, met en évidence d'abord la *dépendance du chemin* : la longueur de la croissance et son instabilité sont inséparables des trajectoires macro-économiques et des processus évolutionnaires depuis l'indépendance. A cette détermination structurelle, s'ajoute ensuite une « architecture institutionnelle » à la fois incohérente et inopérante eu égard, notamment, à la dynamique de la croissance. La perspective historique et holiste sous-jacente à cette approche fait prévaloir l'enchevêtrement des effets de structure associés à la fois au mode de gouvernance et de décision publiques, à la nature des stratégies de développement (agricole, industriel) et d'insertion internationale (substitution d'importations, promotion des exportations, ajustement structurel, mise à niveau), à l'efficacité des politiques économiques, à la coordination des agents économiques, etc. Les sources de la croissance et les conditions de sa stabilité sont, dès lors, à rechercher, au-delà des comportements probabilisables des agents (investissement, épargne, consommation, etc.), dans l'économie politique du développement, incluant les ressources de la bonne gouvernance (le débat public) et des croyances performatives de ce qu'on pourrait appeler la configuration de la croissance (souveraineté et crédibilité de l'action publique, confiance, responsabilité, transparence).

D'un côté une approche poursuivant un objectif d'analyse des paradoxes de la croissance, de l'autre une perspective en termes de problématique étendue à celle

plus générale du développement : il s'agit ici d'ouvrir le débat et de confronter les hypothèses, les arguments analytiques et les principes d'interprétation.